Décision : QCRC06-00008

Numéro de référence : Q06-01295-8

Date de la décision : Le 17 janvier 2006

Objet : MODIFICATION D'UNE CONDITION OU D'UNE INTERDICTION

Endroit : Québec

Présent : LÉONCE GIRARD
Commissaire

Personne visée :

7-Q-330375-101-SI

9116-3535 QUÉBEC INC.
Transport R. A. D. Inc.
306, Chemin du Bout de L'Ile
Sainte-Pétronille
(Québec)
G0A 4C0

Demanderesse

9116-3535 QUÉBEC INC. demande à la Commission des transports du Québec de lui accorder un délai supplémentaire, soit un mois additionnel pour lui permettre de compléter la réalisation de certaines des mesures qui lui ont été imposées pour l'exploitation de ses véhicules lourds.

Les mesures visées par l'extension de délai sont celles concernant, selon la déclaration du représentant de la demanderesse, les inspections et les ajustements de ses camions.

Dans la décision QCRC05-00170, ces conditions sont énoncées aux sous-paragraphes b) c) et d) du paragraphe 4 du dispositif et, se lisent comme il suit:

Décision QCRC05-00170

«4....

- b) installer sur tous les véhicules lourds des intimées des indicateurs visuels d'ajustements des freins et fournir à la Commission, au plus tard le 16 janvier 2006, une preuve de l'installation de ces équipements;
- c) produire à la Commission, à tous les trois mois durant une période d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision, un rapport faisant état de l'entretien préventif et obligatoire effectué sur les véhicules lourds des intimés;
- d) produire à la Commission, au plus tard le 16 janvier 2006, un certificat de vérification mécanique de chacun des véhicules lourds des intimées, vérification effectuée par la SAAQ ou l'un de ses mandataires;

...»

Au soutien de sa demande, la demanderesse fait les observations suivantes.

Une surcharge importante de travail a été occasionnée par les nombreuses chutes de neige survenues au mois de décembre. De même, les congés de la période des fêtes ont causé des délais chez les fournisseurs de services et de pièces de la demanderesse.

La Commission, après avoir pris connaissance des motifs de la requête, est d'avis qu'elle est bien fondée et qu'il y a lieu de l'accueillir. En effet, le document produit au dossier constitue une explication raisonnable pour accorder un délai supplémentaire pour réaliser toutes les mesures imposées. D'autre part, la sécurité n'est pas menacée.

POUR CES RAISONS, la Commission:

- 1- ACCUEILLE la demande;
- 2- PROLONGE jusqu'au 20 février 2006 le délai prévu pour accomplir les conditions imposées à 9116-3535 QUÉBEC INC. et décrites aux sous paragraphes b) c) et d) du paragraphe 4 du dispositif de la décision QCRC05-00170.

LÉONCE GIRARD
Commissaire